Cahier de doléances du Tiers État d'Ouroux (Rhône)

Leurs vœux sont qu'ils désireraient:

- 1°) Que l'assemblée des États Généraux soit faite par tête et non par ordre, c'est à dire qu'il y ait un nombre de députés pour le tiers état égal à celui du clergé et de la noblesse ensemble.
- 2°) Que tous les impôts et toutes charges soient à l'avenir supportés par égalité entre les trois ordres.
- 3°) Que les gabelles et les aides soient supprimées dans cette province, comme lui étant trop, à charge.
- 4°) Que les péages soient également supprimés, les motifs pour lesquels ils ont été créés n'existant plus.
- 5°) Que les servis en denrées qui sont très considérables dans cette paroisse, soient convertis et rédimables en argent.
- 6°) Qu'il soit permis aux emphythéotes⁷ qui pourront le faire de rembourser le capital des servis dont leur propriété se trouve affectée.
- 7°) Que les droits des échanges soient supprimés, empêchant les arrangements à faire entre voisins.
- 8°) Que pour faciliter de plus en plus les échanges, il ne soit perçus pour iceux qu'un simple droit de contrôle, de quelque valeur que seraient les immeubles échangés.
- 9°) Que les réparations et reconstructions des églises, clochers, presbytères, les cloches et la fabrique soient à la charge de tous ceux qui ont droit de dîme, cens et directe dans la paroisse.
- 10°) Que, dans le cas où il y aurait une augmentation pour les portions congrues de MM. les Curés, elles soient fixées de manière qu'il en résulte une suppression de tous les casuels de quelque sorte que ce soit.
- 11°) Que la paroisse soit déchargée de l'impôt des corvées, ne tirant aucun avantage des grandes routes ou grands chemins, en étant éloignée de plus de deux lieues, n'y ayant que les paroisses qui en sont voisines qui en profitent, soit pour la voiture de leurs denrées et marchandises, soit par le produit des voitures qu'elles font pour le public.
- 12°) Que la levée des troupes provinciales n'ait plus lieu, dérangeant les habitants, même souvent dans la saison la plus précieuse pour leurs travaux et parce qu'elle leur occasionne d'ailleurs des dépenses très considérables.
- 13°) Que pour le bien de l'État et le soulagement du peuple, les revenus des archevêchés, évêchés, prieurés, chapitres, couvents et monastères de quelle espèce que ce soit, soient rédimés avec équité, pour le surplus être versés au Trésor royal.
- 14°) Que si l'impôt territorial est établi, tous autres impôts royaux soient supprimés
- 15°) Qu'il soit prélevé sur la dîme une somme de 300 livres pour les pauvres de la paroisse, que les décimateurs seront tenus de compter ou faire compter annuellement et à perpétuité entre les mains de M. le Curé qui en fera la distribution en présence du syndic et du greffier de la municipalité.
- 16°) Que s'il est fait une réforme ou suppression de justice, il ne devrait y en avoir que deux espèces, savoir des tribunaux royaux de trois en trois lieues à prendre dès leur centre, qui décideraient

définitivement à une somme qui serait limitée, et le surplus serait porté aux parlements ou autres cours souveraines, parce que les autres juridictions, non seulement seraient inutiles, mais très dispendieuses au public, ou tout au moins à ceux qui sont forcés d'avoir des procès.

17°) Qu'en conservant le Chapitre de Beaujeu dont l'établissement peut avoir une juste cause, il devrait, comme décimateur, à ses frais, être établi à l'hôpital de la même ville, un lit pour les pauvres d'Ouroux.

18°) Que le Beaujolais ait une administration particulière; en conséquence qu'elle soit divisée de celle du Lyonnais et du Forez, qui lui est préjudiciable et opposée à ses intérêts.

19°) Qu'il ne soit accordé aux députés de la province, pour les États généraux que 12 livres à chacun par jour et que 300 livres pour le voyage aussi de chacun.

Fait et arrêté dans le domicile de Jean Lacharme, boulanger à Ouroux, et ont les habitants qui l'ont su signé avec nous Benoît Duligier Testenoire, notaire royal audit lieu, faisant les fonctions en l'absence de Messieurs les Officiers qui ont averti ne pouvoir se rendre au jour indiqué.

* Celui, celle qui jouit par bail emphytéotique. Bail à long terme (99 ans).